

---

Harold Cool:

«Le Liban a besoin de l'Europe  
pour sa reconstruction»

---

Entretien conduit par

Carole Dagher

**Le Liban d'après-guerre est engagé depuis plusieurs mois dans deux processus déterminants pour son avenir et son équilibre politique: le processus de la reconstruction sur le plan interne et celui des négociations de paix israélo-arabes sur le plan régional. Dans les deux cas, il est largement tributaire de l'appui qu'il reçoit, ou recevra, des Etats "frères" ou amis, arabes et occidentaux: appui politique dans les pourparlers de paix, appui technique et financier dans l'oeuvre de redressement du pays et de rétablissement de son infrastructure. L'Europe, à cet égard, occupe une place privilégiée, davantage peut-être dans la représentation que les Libanais se font de son rôle que dans la réalité. Carole Dagher brosse ici un tableau de la situation économique au Liban avant d'interroger Harold Cool, Délégué de la Commission des Communautés européennes à Beyrouth sur ce rôle tant espéré de l'Europe.**

Le rôle de l'Europe apparaît aux yeux du Liban comme du monde arabe en général, comme étant le prolongement naturel de sa culture et de sa vocation en grande partie méditerranéennes. Ses liens historiques, voire mythologiques (Europe, la soeur de Cadmos, roi de Tyr, ne donna-t-elle pas son nom au continent où Zeus métamorphosé en taureau l'emporta après l'avoir enlevée?), aussi bien que politiques, économiques,

sociaux et religieux (le bassin méditerranéen, dans sa partie orientale, est le berceau des trois grandes religions monothéistes) font de l'Europe un partenaire naturel du monde arabe et sûrement du Liban qui a une importante colonie disséminée dans plusieurs pays européens (France, Belgique, Grande-Bretagne, Italie, Suisse...)

La réalité, cependant, est tout

autre: depuis la guerre du Golfe, en particulier, les divers Etats de la région ont nettement perçu le reflux politique européen de la scène arabe, au profit d'une hégémonie américaine incontestée. Certains analystes vont même jusqu'à estimer que la guerre du Golfe était dirigée, d'abord, contre l'Europe dont la dépendance à l'égard du pétrole arabe est vitale. Le Liban a été le premier Etat de la région à accuser le coup de la mise à l'écart de l'Europe au moment de l'éviction du général Aoun, en octobre 1990.

Mais de quelle Europe s'agit-il ? Comme le souligne le délégué de la commission des Communautés européennes au Liban, M. Harold Cool, dans l'entretien qu'il nous a accordé à Beyrouth, "l'Europe politique n'existe pas encore". De cela, les Libanais sont conscients : l'influence américaine est par trop visible et palpable sur la scène politique régionale, notamment dans les négociations de paix. De plus, la notion de l'entité européenne est encore floue et quelque peu abstraite pour les Libanais. Ceux-ci gardent en effet des relations avec l'Europe, "une image fin XIXe siècle", pour employer l'expression de M. Cool, c'est-à-dire que pour eux, l'Europe, c'est encore la France, l'Italie, la Grande-Bretagne, etc... Des Etats qui ont marqué de leur sceau la carte géopolitique de la région. Pourtant, la Commission de la Communauté européenne est très active au Liban où elle gère une enveloppe de 226 millions d'écus pour la coopération technique et financière. Grosso modo, les relations libano-européennes sont plutôt centrées sur les volets commerciaux, techniques et économiques tandis que le politique et le culturel restent du domaine du bilatéral.

C'est ainsi, par exemple, que les centres culturels français, italien, allemand et espagnol sont particulièrement actifs à Beyrouth où ils se livrent même parfois à une émulation (expositions, semaines du cinéma italien, français, allemand...) bénéfique pour la vie culturelle et artistique beyrouthine. Le budget culturel de la France au Liban est égal à celui de l'Egypte, lequel est le plus important dans le monde arabe : 100 millions de francs par an.

L'émulation entre Etats européens — ou, plutôt, entre sociétés européennes — est plus nette en matière de reconstruction où le Liban recourt à des adjudications internationales pour réhabiliter son infrastructure détruite par la guerre (réseau routier, lignes téléphoniques, électricité, eau, etc). Les plus grandes compagnies, américaines et européennes, sont en lice. L'un des premiers Etats européens à avoir conclu un protocole d'accord avec le Liban, une fois la guerre terminée,

fut l'Italie. Dès février 1992, en effet, était signé un protocole libano-italien, portant sur une somme de 440 millions de dollars, dont 15% de dons, 20% de crédits accordés à des taux préférentiels et 65 % de crédits à des taux commerciaux. Cette somme a été répartie sur près de 24 projets différents (des secteurs d'eau et d'électricité au rééquipement des hôpitaux, de l'aéroport à la création d'un centre de recherches archéologiques). Approuvé par le Parlement, le protocole attend cependant encore un début d'exécution en raison de la récession économique mondiale qui affecte tout particulièrement l'Europe où, de surcroît, des soubresauts politico-financiers secouent certains États comme la France et l'Italie, ce qui retarde voire entrave l'effort de participation des pays européens à la reconstruction du Liban.

Quant à l'autre protocole important, signé avec la France, il a tout au plus permis au Liban de rééchelonner sa dette, civile et militaire, envers ce pays.

Par ailleurs, parmi les facteurs qui poussent à l'attentisme en matière économique et financière, non seulement au Liban mais dans l'ensemble du Proche-Orient, il ne faut évidemment pas oublier le processus de paix dont l'issue demeure toujours aussi incertaine. Comme, sur ce plan, la marge de manoeuvre européenne est plutôt limitée (bien que l'Europe entretienne de bons rapports avec l'OLP et les États arabes en général), son engagement économique et technique est, par voie de conséquence, lui aussi, freiné.

---

## L'entité européenne demeure une notion floue pour le Liban

---

*C. D. — Le Liban n'attend-il pas beaucoup de l'Europe?*

*Harold Cool* — Après ces dix sept ans de guerre, le Liban doit réaliser une oeuvre gigantesque. Il doit demander beaucoup car il a besoin de beaucoup. Il demande même excessivement mais en fonction d'un plan qui est le sien. Ce plan a été présenté aux bailleurs de fonds internationaux en 1991 et a été accepté avec quelques amendements. Il y a le nouveau plan triennal du gouvernement, d'environ 2,5 milliards de dollars. Ce plan d'urgence sera présenté bientôt au groupe consultatif de Paris et je crois qu'il sera accepté; car je pense que le gouvernement libanais ne peut pas attendre pour commencer...

*— Dans l'échelle des priorités européennes, où se situe le Liban?*

Il ne faut pas voir la politique européenne comme la réponse à des

scénarios-catastrophes. Il y a une politique réfléchie dont l'évolution remonte à de nombreuses années, et ce n'est pas parce que l'Europe s'ouvre à l'Est qu'elle va abandonner la Méditerranée. La Communauté européenne a une politique méditerranéenne depuis sa création. Sans doute parce que la plupart des pays méditerranéens ont été des anciennes colonies des membres fondateurs de l'Europe, les premiers accords entre ces pays ont été de type néo-colonial. C'était plutôt des accords commerciaux à sens unique dont l'Europe profitait. Dès 1965, on a compris que ces formules ne répondaient pas à la politique que l'on devait avoir avec nos voisins méditerranéens.

Après mûre réflexion, l'Europe est arrivée, au début des années 1970, à avoir des accords de coopération globale avec la plupart des pays méditerranéens, au Maghreb et au Machrek. Cela, parce que, déjà à l'époque, on se rendait compte que les voisins du Sud de l'Europe devaient être stables pour que notre économie fonctionne correctement. Il fallait donc contribuer à la stabilité politique des Etats méditerranéens du Sud de l'Europe.

C'est dans cette perspective que furent signés de multiples accords, qui existent encore et qui forment la base de notre coopération. Ils sont à durée déterminée et, donc, juridiquement, même si nous devons aider la Hongrie, la Pologne, l'Amérique latine ou l'Asie, nous sommes tenus de les respecter.

Ils comportent un volet commercial et un volet de coopération technique et financière. Le premier donne des privilèges assez importants à la plupart des pays méditerranéens, notamment pour les produits manufacturés: "l'entrée à droit zéro" dans l'important marché de la Communauté européenne. Quant aux produits agricoles, les préférences sont de 20 à 80 % du régime tarifaire.

Le deuxième volet répondait au souci de soutenir les efforts de développement accomplis par ces pays. C'est pourquoi tous les cinq ans, la Communauté leur accorde une enveloppe destinée à la coopération technique et financière adaptée à leurs priorités de développement.

Dès 1985, ces accords ont eux aussi montré leurs limites : en raison de l'évolution de l'économie mondiale mais aussi, il faut le reconnaître, en raison de l'échec de certaines stratégies de développement comme de l'évolution politique de quelques pays voisins où se pose le problème de la rencontre entre deux civilisations : la civilisation judéo-chrétienne et celle de l'Islam. En plus de cela, lorsque certains Etats, comme l'Espagne et le Portugal, ont rejoint la Communauté, les économies de pays comme le Maroc, la Tunisie, voire le Liban, n'étaient plus complémentaires de l'économie communautaire mais, au contraire, concurrentes, puisque le Maroc, qui produisait nos agrumes, se trouvait subitement en concurrence avec l'Espagne, pays également producteur d'agrumes.

La même chose s'est produite avec la Tunisie pour l'huile d'olive. Avec la Grèce, l'Italie et l'Espagne, l'Europe est aujourd'hui auto-suffisante à 115%.

Par la suite, d'autres problèmes, plus aigus, se sont posés : notamment à propos de l'émigration, certainement l'un des problèmes les plus importants auxquels l'Europe doit faire face aujourd'hui.

En 1990, il y a donc eu "une politique méditerranéenne renouée" qui tient compte des nouvelles contraintes de développement des pays méditerranéens. Outre l'accord global, cette nouvelle politique prévoit de soutenir tous les pays qui s'efforcent de réussir le difficile ajustement structurel de leur économie. Il y a également tout un volet régional qui est très important, notamment en ce qui concerne l'environnement; il est baptisé "volet d'intérêt mutuel" car si, par exemple, nous finançons une station d'épuration d'eau à Byblos, elle est d'intérêt mutuel pour la Grèce, la Tunisie ou l'Italie puisqu'il s'agit de lutter contre la pollution de la Méditerranée.

La Méditerranée est vraiment la *mare nostrum*; en fonction des contraintes et des exigences actuelles, il faut donc faire évoluer notre coopération vers un partenariat équilibré où l'on discute non seulement du développement économique mais aussi des problèmes politiques, culturels, économiques et sociaux. Il ne s'agit plus de négocier seulement d'un pays à l'autre, car le jour où un Maghrébin obtient, ne fut-ce que pour le tourisme, un visa pour un pays d'Europe, il pourra voyager partout. Je crois qu'il est essentiel de considérer la Méditerranée comme un ensemble.

Ceci dit, l'émergence de groupes régionaux est très importante car un petit pays ne peut pas défendre ses intérêts tout seul. L'Union du Maghreb arabe (UMA), le Conseil de coopération du Golfe (CCG), l'Europe sont des regroupements qui permettent d'être ensemble pour parler de manière équilibrée à la puissance américaine ou asiatique. Même les Etats-Unis aujourd'hui évoluent vers une intégration économique avec le Mexique..

– *Et le Liban?*

Le Liban fait partie intégrante de la Méditerranée, de par les liens historiques et culturels qui ont toujours uni le Liban à l'Europe. Les Phéniciens allaient déjà en Angleterre ou en Irlande...

– *A votre avis, les relations libano-européennes sont-elles des relations globalisées, c'est-à-dire véritablement européennes, ou davantage bilatérales, c'est-à-dire libano-françaises, libano-italiennes..?*

Il est bien entendu que chacun des douze Etats membres de l'Europe entretient des relations particulières avec d'autres pays. Je ne vois pas la

nécessité de sacrifier le bilatéral au multilatéral. L'Europe, c'est d'abord une coopération de plus en plus forte. Maastricht, c'est aller plus loin dans le dialogue ensemble. La Commission des Communautés européennes, par les mandats qui lui sont donnés par le Traité de Rome, accorde beaucoup d'attention à tout ce qui est commercial et à tout ce qui influe sur le développement.

Dans la perspective de sa reconstruction à l'horizon de l'an 2000, le Liban doit saisir la chance que lui offre la place tout à fait particulière qui est la sienne; ce qui veut dire s'ouvrir à l'Europe parce que l'Histoire l'a voulu comme cela, mais aussi être pour l'Europe cette fenêtre tout à fait essentielle sur le Proche et Moyen-Orient. Il a donc certainement un rôle à jouer.

Qu'est-ce qui est important dans la recherche de la paix au Moyen-Orient? C'est le mot "communication", dans tous les sens du terme; et d'abord la communication par le dialogue pour mieux se faire connaître et faire comprendre à l'autre sa propre culture; car un des problèmes que nous avons entre les Européens et les Arabes est que nous ne savons pas donner une image réelle de nous-mêmes. C'est pourquoi nous restons sur des images complètement stéréotypées rarement justes. Il suffit, alors, de quelques personnes peu honnêtes intellectuellement pour provoquer des difficultés et des tensions.

— *Quelle est la place des relations bilatérales et des relations multilatérales avec le Liban et y a-t-il une concurrence entre ces types de relations?*

La Communauté est tout à fait complémentaire de l'action de ses Etats membres. Les Etats membres ont des relations politiques qui ne sont pas du ressort de la Commission des Communautés européennes. Nous nous occupons du développement économique. Il est évident que celui-ci ne peut pas se faire sans réflexion politique. Mais, par exemple, la CEE accorde au Liban un budget que beaucoup d'Etats membres n'ont pas. Depuis l'accord de 1977, nous avons octroyé 70 millions d'écus de dons au Liban, et 152 millions en prêts, au moyen de quatre protocoles techniques et financiers, sans compter les différentes aides budgétaires qui ont été données pendant la guerre (aides d'urgence, aides alimentaires, aides à travers les ONG, financement de Caritas à 80%). L'aide humanitaire était, en grande partie, uniquement communautaire.

Actuellement, la guerre étant terminée depuis deux ans, nous gérons environ 226 millions d'écus de coopération technique et financière, à mettre en oeuvre avant 1995-96, car, à ce moment là, nous renégocierons le cinquième protocole.

Les priorités auxquelles la Communauté répond sont celles de ses Etats membres au niveau du Liban.

— *A votre avis, les Libanais, peuple et responsables, commencent-ils à percevoir l'Europe comme une entité globale ou en sont-ils encore à ne la voir qu'à travers la France, l'Italie ou d'autres Etats?*

Je crois que dix-sept ans de guerre ont fait que l'on garde des rapports avec l'Europe une image fin XIXe où les consuls importants étaient anglais, français et italiens. Dix-sept ans de guerre ont aussi créé un énorme déficit d'informations sur la construction européenne. Donc une de mes premières tâches ici est d'informer de l'Europe en soulignant qu'il n'existe pas d'opposition entre l'Europe et un Etat membre. L'argent dont j'ai la responsabilité au niveau de la gestion est, en fait, payé par les Etats membres. Il ne faut pas oublier, par exemple, que dans les budgets de la coopération communautaire, la quote-part de l'Allemagne s'élève à pratiquement 30%.

Ce que j'explique aux Libanais est qu'il ne s'agit pas de donner ou d'aider plus aujourd'hui, mais de donner et d'aider mieux.

— *L'Europe n'entretient-elle pas davantage des relations privilégiées avec le Maghreb qui est géographiquement plus proche?*

Croyez vous qu'il n'y ait pas de rapports privilégiés avec le Maghreb? Peut-on fermer les yeux sur la situation en Egypte? un ministre libanais me disait que "l'Egypte est la mère du monde arabe". S'il arrive quelque chose à l'Egypte, l'onde de choc n'atteindra pas seulement la région, elle touchera certainement le Maghreb, et, par le Maghreb, elle se propagera en Europe.

Et il faut comprendre que l'un des problèmes de l'Europe d'après Maastricht est certainement les flux migratoires. Il est évident que l'Europe a beaucoup plus de problèmes avec les flux migratoires maghrébins, à l'heure actuelle, qu'avec la diaspora libanaise.

Mais le processus de paix dans lequel le monde occidental est engagé au Moyen-Orient est la priorité politique.

— *Justement, quel est le rôle de l'Europe dans le processus de paix au Proche-Orient? quel est son poids face aux Etats-Unis?*

Il faut distinguer deux choses: le processus de paix que l'Europe appuie totalement et les composantes de ce processus: c'est à dire les bilatérales et les multilatérales.

L'Europe politique n'existe pas encore, ne demandons donc pas à l'Europe ce qu'elle ne peut pas encore donner. On dit que l'Europe ne fait rien pour la Yougoslavie; c'est faux. L'Europe paie 80% de l'aide humanitaire à l'ex-Yougoslavie aujourd'hui. Mais, bien sûr, politiquement, il est difficile d'avoir des positions communes.

Dans le processus de paix, les multilatérales relèvent beaucoup plus directement de l'économique, et, à ce niveau, l'Europe parraine le groupe des négociations sur le développement économique.

— *Mais dans le processus de paix, les Etats arabes souhaitent voir l'Europe faire contrepoids à l'influence américaine dans la région.*

Prenons le cas spécifique du Liban: la Communauté a, depuis le début, appuyé la résolution 425 des Nations Unies (préconisant le retrait israélien total et inconditionnel du Liban Sud). C'est un processus européen qui s'est mis en branle, bien qu'il existe, au sein de l'Europe, des approches différentes. Nous nous trouvons ici dans une situation tout à fait particulière car la Grande-Bretagne et la France ont été intimement liées à l'histoire politique de cette région. Ce n'est pas comme au Maghreb, où finalement seule la France a été impliquée, ou comme en Egypte pour la Grande-Bretagne.

Je crois qu'il y a aujourd'hui un effort de réflexion et que nous devons aller plus loin. Les Etats membres le veulent...

— *Mais entre-temps ne craignez vous pas que les Etats-Unis prennent l'Europe de vitesse au Proche-Orient?*

Je crois que la collaboration entre les Etats-Unis et l'Europe est une collaboration constante où l'on discute les points de vue respectifs. Mais il est évident que l'on ne peut pas toujours être d'accord l'un avec l'autre, comme le montre aussi la Yougoslavie; on est d'accord sur l'objectif de paix, mais non sur les moyens d'y parvenir.

Ce que j'espère, c'est que notre contribution et notre appui à la paix au Proche-Orient aura une dimension humaniste et pas seulement économique. Car nous ne résoudrons aucun problème si nous ne tenons pas compte des aspirations éthiques de l'être humain. L'Europe peut avoir ce rôle car toute son histoire est imprégnée de ces exigences. Je crois que l'un des plus grands échecs du XXe siècle est ce qui se passe en Yougoslavie. C'est, à mon sens, un échec de l'être humain. La fin du XXe siècle me paraît être d'un matérialisme sans âme.

— *Nous avons assisté dernièrement à une tournée de la troïka européenne dans la région (Syrie, Liban, Jordanie, Israël..) Quels en sont les objectifs et les résultats?*

La venue de la troïka est liée au rôle de l'Europe dans le processus de paix. Elle est venue voir les différents participants pour appuyer tout effort susceptible de faire aboutir ce processus et donc aider à la reprise des négociations à Washington. Pour le Liban, nous avons discuté plus particulièrement du problème des réfugiés palestiniens. Le dialogue que la troïka a eu avec les autorités libanaises fût très enrichissant, non

seulement pour la reprise du processus de paix, mais aussi pour réaffirmer le soutien de la Communauté à la résolution 425.

Le dialogue fut également très intéressant avec les Palestiniens, car n'oubliez pas que, depuis 1982, l'Europe est pratiquement la seule entité politique présente dans les territoires occupés dans de nombreux domaines.

*– L'Europe peut-elle jouer un rôle de médiateur entre les pays arabes et Israël?*

Je suis sûr qu'elle en a les capacités et la volonté, mais même si l'Europe politique est actuellement en train de se faire au prix de nombreuses difficultés elle n'existe pas encore vraiment.

*Entretien conduit à Beyrouth  
par*

Carole Dagher